

Jusqu'où ?

Analyse. Tout se dégrade très vite dans le système actuel. La question est de savoir jusqu'où le pays peut descendre.

Jusqu'où ? C'est la question que se pose tout le monde. Une minorité de blocage peut-elle arrêter toute la France ? Qu'est-ce que la CGT ? Aujourd'hui ? Et Sud ? Et l'UNEF ? Martinez et Martinet ont-ils tant de pouvoir ? Que représente au juste ce syndicalisme ? Des pourcentages dérisoires, tout le monde le sait. Mais ce sont eux qui mènent la danse. Ils ont la volonté de nuire. Apparemment ils en ont la capacité. Les autres salariés, à leur corps défendant, contraints, résignés ou finalement entraînés, leur laissent la situation en main. FO se mettra-t-elle sur la même ligne ? Les réformistes ne peuvent pratiquement rien. Qui peut quoi ?

En cette fin de mois de mai où nous mettons sous presse, les raffineries et les dépôts d'essence sont bloqués les uns après les autres. Le gouvernement a tenté d'en libérer deux, mais la CGT a décidé de contourner les forces de l'ordre et de reprendre ses positions. Elle y mettra les moyens et arrivera sans doute à ses fins. L'activité dans les zones qui sont pour le moment les plus touchées, commence à sérieusement se ralentir : en particulier tout ce qui relève du transport, hommes et marchandises, et c'est beaucoup de nos jours, ainsi que tout ce qui fonctionne au pétrole et à ses dérivés. Le reste s'en ressent : plus de livraison. Demain tout le pays peut être paralysé. Il suffit de peu : quelques jours à peine. La CGT n'a rien à perdre, tout à gagner ; elle joue maintenant sa crédibilité. Elle sera la centrale syndicale qui, au prétexte de défendre la cause des salariés, se sera imposée au gouvernement ; c'est le but recherché. Elle s'en sortira toute ragaillardie. Elle s'affaiblissait ; la radicalisation la renforce. Les autres seront dans l'obligation de suivre ou elles seront soupçonnées de trahison. Telle est la logique toute simple qu'elle met en place, nationalement et vigoureusement. Donc elle n'a aucune raison de plier devant les ordres du gouvernement. Pour elle, Hollande et Valls ne comptent plus, la gauche gouvernementale non plus ; ils sont catalogués définitivement comme « sociaux-traîtres ». Le grand patronat, elle le toise, et il va voir ce qu'il va voir ; quant aux Français moyens, aux usagers, aux artisans, commerçants, à tous ceux qui travaillent pour vivre, la CGT s'en moque comme d'une guigne. Tout doit être sacrifié pour le combat qui, comme toujours en pareil cas, est décisif.

Tout sera affecté très vite

Rien à cette heure n'arrête le mouvement enclenché. La SNCF, la RATP, vont progressivement s'essayer à la grève ; à partir de début juin elle sera reconductible systématiquement. Les dockers se mettent de la partie : les ports seront entravés. Les aéroports vont subir des grèves. Après les transports, l'énergie. Une centrale nucléaire, celle de Nogent-sur-Seine, débute au jour d'aujourd'hui le débauchage. Tout sera fait pour que les autres suivent ; ça peut aller très vite et très loin. Le jeu devient dangereux à tout point de vue, y compris la maintenance. C'est fait exprès, comme tout le reste. Plus d'électricité ? Qui imagine les conséquences dans la société si fragile et si dépendante d'aujourd'hui ? Tout serait, sera affecté, et peut-être dès le début du mois de juin : usines, hôpitaux, services, transports, informatique, tout. Et l'Euro de football ? La CGT brandit là l'arme de dissuasion massive. Elle en a encore d'autres avec sa fidèle alliée l'UNEF : reproduire le schéma de 1968, mettre en l'air les examens et casser un peu plus les universités et l'Éducation nationale. Il est si facile de se croire des héros, à peu de frais.

Que peut faire le gouvernement ? Rien ou très peu de chose. Alain Vidalies, le très improbable secrétaire d'État aux Transports, du même tabac que ses tout aussi inconsistants congénères du gouvernement, n'expliquait-il pas encore fin mai qu'il n'y avait aucune pénurie d'essence, que tout allait bien et qu'il n'y avait pas de souci à se faire ? Le gouvernement avait la situation en main. Le « ça va mieux » d'Hollande, repris en boucle ! Le pouvoir pour lequel visiblement aucun d'entre eux n'est fait, les rend tous idiots. Valls déclare d'une voix ferme que « la voie où s'engage la CGT est sans issue ». Soit. Puis il martèle devant les députés : « la CGT ne fait pas la loi dans ce pays ». Et alors ? Pense-t-il que Martinez et Martinet en seront impressionnés ? Ni Juppé, ni Fillon, ni Chirac, ni Villepin n'ont fait reculer les syndicats et la rue. Ils ont tous été obligés de retirer leurs lois. Chirac, président, a même fait mieux avec la loi dite du CPE en 2006 : il l'a promulguée et abrogée le même jour ! Valls n'a tenu ferme que devant la Manif pour tous : des catholiques dans la rue et par centaines de milliers, c'était bon à gazer. La République n'avait pas peur : elle arrêtait et jugeait à tour de bras. Alors pas de pitié ; la loi était la loi ; pas question de céder. Et, de fait, les foules catholiques sont gentilles et, au fond, si dociles. Le gouvernement n'affrontait aucun risque. « Nous ne lâcherons rien », criaient les manifestants ; c'est le pouvoir qui n'a rien lâché !

Le bras de fer

Aujourd'hui, il en va différemment. Tout le monde parle d'un bras de fer. La « légalité » républicaine a en face d'elle une « légitimité » démocratico-révolutionnaire qui, idéologiquement et selon l'échelle de valeurs du système, vaut plus qu'elle, car pareille légitimité qualifiée de populaire est, à l'origine et par principe, la véritable source de la prétendue légalité. Telle est la rhétorique d'une implacable logique. Et toute cette gauche ne connaît que cette rhétorique avec laquelle ils ont tous été élus et dont ils vivent. Hollande et Valls également. Il suffit de rappeler leurs discours de naguère.

Or, en un mot, selon cette rhétorique démocratique, ce gouvernement de gauche qui a été élu par les voix de gauche, n'est plus véritablement de gauche. A preuve, la loi El Khomri qui a été faite « pour le patronat » et dans l'intention d'assouplir le marché du travail en changeant « la hiérarchie des normes sociales ». Peu importe s'il ne reste pratiquement plus rien de ladite loi et si même les accords dits d'entreprise sont réduits à la portion congrue. L'argumentaire est repris inlassablement : le droit du travail serait remis en cause ; on crie à la précarisation des salariés. Le peuple de gauche se révolte. Il accuse – et fort justement – Hollande de mensonge ; il ne tient pas ses promesses ; et de fait ! Que n'a-t-il promis pour gagner des voix à gauche et à l'ultra-gauche ? Tout était bon à l'époque. C'était oublier que, tout socialiste qu'il fût et bien qu'il maniât rhétoriquement l'exécration à l'égard de la finance et de l'argent, il était tenu lui aussi comme tout politicien par l'argent et les hommes d'argent, soumis à la finance nationale et internationale et, tout simplement, dépendant de Bruxelles dont il est un affidé et un obligé consentant. Hollande, comme tous les autres, ne peut que suivre des consignes et la France, depuis des décennies, et plus gravement encore ces derniers temps, se trouve ainsi mal prise entre, d'une part, son socialisme d'État auquel elle semble consubstantiellement vouée, et, d'autre part, un libéralisme imposé de manière tout aussi autoritaire et contraignante par les instances européennes. Au fond, Hollande est comme les autres ; il n'a jamais choisi. L'affaire lui retombe sur le nez.

Que manque-t-il ?

Et la France subit les inconvénients des deux systèmes opposés, aussi totalitaires l'un que l'autre et qui la tiraillent en tout sens. Elle n'a plus personne pour lui définir sa voie. à la tête de l'État, elle a un

homme qui n'a jamais réfléchi à ces questions, qui récite en public ses fiches de grand dadais d'étudiant et ses consternantes banalités de politicien démagogue et immature : l'Europe et la social-démocratie ! Son univers de mots ! Valls n'a aucune idée, sinon celle de jouer un rôle qui le revêt d'importance. Il s'identifie à la République. Mais laquelle ? Sans majorité ? Ni populaire ni parlementaire ? Pendant que Macron marque sa différence et se place pour un avenir de plus en plus proche, hors de la pagaille gouvernementale.

Ce mauvais film peut-il durer longtemps ? L'Euro foot commence dans quelques jours ; après il y aura le Tour de France. La CGT en profite pour continuer la pression. La loi El Khomri est maintenant au Sénat. La droite sénatoriale va la remanier. Elle repassera à l'Assemblée nationale. Leroux, le chef des députés socialistes, est à la manœuvre : il pensait trouver un accommodement en réécrivant l'article 2 qui aura perdu tout intérêt, afin de séduire syndicats et députés et ainsi empêcher si possible la motion de censure en cas de 49-3. Valls l'a rappelé à l'ordre. Il se rigidifie. Pour casser ? Serais-ce son issue ? Tête haute... et préservant son avenir, aujourd'hui compromis ? Ou va-t-il céder ?

Voilà ce qu'on appelle dans les démocraties avancées, en France singulièrement, faire de « la politique ». Le peuple français dans son fond en est dégoûté. Les candidats de droite prétendent prendre la suite l'an prochain, à grands coups de réformes dont aucune ne va à l'essentiel : leurs programmes sont tout aussi trompeurs ? Ce n'est pas de la politique, ce sont des chiffres.

La République française n'est plus qu'un mensonge officiel qui couvre des bandes et des gangs qui rêvent tous de passer à l'assaut de l'État. Les cassures sociales se multiplient ; le monde musulman évolue de plus en plus à part comme l'ont montré encore récemment les journées du Bourget.

La police et les forces de l'ordre sont excédées, épuisées. Le gouvernement en use et en abuse. Une voiture de police a brûlé, ses occupants ont failli être assassinés. La justice relâche les coupables ! L'atmosphère nationale se dégrade tous les jours ; l'économie ne peut pas se restaurer dans un tel environnement malgré les discours lénifiants des zozos qui nous gouvernent. Il suffit qu'une panique s'empare de nos créanciers pour que les finances de la France s'effondrent.

Nul ne sait ce que sera l'Europe de demain. L'Autriche nous a donné en mai un fort signal, l'Angleterre, en ce mois de juin, un autre. Quelle illusion de croire que tout continuera comme avant ! Les prochains attentats surprendront tout autant que les précédents. Il manque à la France un gouvernement de salut public. Pas révolutionnaire. National.

Hilaire de Crémiers